

 <https://www.politis.fr/articles/2024/01/amelie-oudea-castera-enfin-une-ministre-au-franc-pa...>

 Guillaume Deleurence

 8 min read

## Amélie Oudéa-Castéra, enfin une ministre au franc-parler !

La France a une nouvelle ministre de l'Éducation nationale qui, en moins de 24 heures, a été contrainte par son prédécesseur devenu Premier ministre, de s'excuser auprès des enseignants. L'affaire laisse bouche bée, même si la Macronie nous a progressivement accoutumés à la nullité. Amélie Oudéa-Castéra a donc présenté ses excuses aux enseignants qu'elle a pu blesser par des propos déplacés. Personnellement je n'ai pas du tout été blessée. Je me suis même **réjouie** desdits propos.

Pour une fois, une responsable politique parlait sans le filtre de la com', sans fards, cash. Pour une fois, sans plus aucuns **faux-semblants**, une parole vraie s'affirmait dans l'espace public. Lors d'un déplacement dans un collège le vendredi 12 janvier, la nouvelle ministre, interrogée par un journaliste de Mediapart sur la scolarisation de ses trois enfants au collège lycée privé Stanislas dans le sixième arrondissement parisien, a répondu très exactement ceci :

*« Je vais vous raconter brièvement cette histoire : celle de notre aîné, Vincent ; Vincent qui a commencé comme sa maman à l'école publique, à l'école Littré. Et puis la frustration des parents, mon mari et moi, qui avons vu des tas d'heures qui n'étaient pas sérieusement remplacées. Et à un moment on en a eu marre, comme des centaines de milliers de familles qui à un moment ont fait un choix voilà, d'aller chercher une solution différente. On habitait rue Stanislas, scolariser nos enfants à Stanislas était un choix de proximité, et depuis, de manière continue, nous nous assurons que nos enfants sont bien formés avec l'exigence dans la maîtrise des savoirs fondamentaux, qu'ils sont heureux, qu'ils sont épanouis, qu'ils ont des amis, qu'ils sont bien, qu'ils se sentent en sécurité, en confiance, et c'est le cas pour mes trois petits garçons, mes trois enfants qui sont là-bas. »*

## Réflexe de connivence

La déclaration est **savoureuse**. D'abord parce qu'elle convoque chez nous un réflexe de connivence parentale : c'est la maman soucieuse de ses trois « *petits garçons* » (le premier a 17 ans) qui parle et partage son instinct de protection. Car les trois bambins sont gravement menacés ; ils ne se sentent pas « *en sécurité* » dans l'école publique du quartier, l'école Littré – qu'il faut nommer, désigner à la vindicte – où les enseignants sont trop absents. Ils risquent de ne pas maîtriser les « *savoirs fondamentaux* », de ne pas se faire d'amis. Connivence toujours, c'est comme « *des milliers de familles* » que la maman de Vincent, ministre de l'Éducation nationale, a donc fait le choix de partir vers le privé.

” L'ethos bourgeois s'est invité de manière inopinée dans la danse.

Ensuite parce que cette franche détestation de l'école publique et ce mépris pour celles et ceux qui enseignent sont **inédits** dans la bouche des ministres de l'Éducation nationale qui généralement préfèrent prendre un visage grave et inspiré, rappeler leur sincère attachement à l'école publique, école de la méritocratie, école de l'égalité des chances avant de focaliser leur discours sur la lutte contre les inégalités scolaires. Ici au contraire, l'ethos bourgeois s'est invité de manière inopinée dans la danse et Amélie Oudéa-Castéra a tout naturellement annoncé la couleur de ce qui nous attend : poursuivre la **casse de l'école publique**, encourager l'école privée, porter haut et fort les valeurs d'une droite dure, réactionnaire, à l'image de ce [que Mediapart a révélé du fonctionnement du collège lycée Stanislas](#).

➤ **Sur le même sujet : Attal 1 : derrière le coup de com', l'impasse politique**

Pour couronner le tout, *Libération* est allé enquêter dimanche sur la scolarité du petit Vincent dans l'école Littré. Il semblerait que la ministre ait la rancune tenace car l'enseignante de petite section du bambin se serait [opposée à ce qu'il saute une classe en 2009](#). On ajoutera donc un gros mensonge au grand chelem du week-end pour couvrir un outreucidant désaveu du verdict scolaire d'une enseignante de l'école publique. On ne doit ni regretter cette déclaration de guerre de bonne foi ni s'en sentir offensés. Bien au contraire, pour une fois la messe est clairement dite.

Tout cela devrait aussi rassurer celles et ceux qui, quelques minutes après sa nomination, ont fait part de leur appréhension de voir l'Éducation nationale **noyée** dans un ministère

géant des jeux olympiques. Cette crainte n'a pas de raison d'être. Ce choix répond au contraire à l'annonce présidentielle de la rentrée 2023 : faire de l'éducation son « domaine réservé ». Amélie Oudéa-Castéra l'admet elle-même dans une courte vidéo, elle est là pour être la ministre « de plus de sport dans vos vies » ; on ajoutera spontanément « et plus d'école privée » mais ce n'est pas tellement de ce côté que notre regard doit se tourner ; c'est plutôt à l'égard du grand pontife de l'Élysée, de son épouse ancienne professeure dans le privé, et de son bras armé Gabriel Attal que notre vigilance doit s'aiguiser.

## L'heure est grave

L'école n'est pas une cause négligée, elle est, pour ce second mandat, l'un des **outils privilégiés** du « réarmement civique » annoncé. Elle s'apprête à être entièrement mobilisée pour ce projet de « recivilisation » chéri par Emmanuel Macron. L'heure est plus grave que prévu et nous n'avons guère le temps de nous sentir blessés par les états d'âme d'une ministre pour laquelle les établissements publics du sixième arrondissement parisien – qui ont parmi les IPS (indice de position sociale) les plus élevés de la capitale – ne sont pas à la hauteur de sa progéniture et qui confond l'école publique avec son paillason.

” Il est temps de nous organiser pour résister.

Vendredi 12 janvier, tandis que la ministre déclarait son amour à Stanislas, une directrice d'école était convoquée à Toulouse par le rectorat pour avoir hébergé des enfants qui étaient à la rue. Nous en sommes là : **criminaliser** un geste de solidarité à l'égard d'enfants. L'heure est grave donc et il est temps de nous organiser pour résister avec les quelques forces qui nous restent : celles des collectifs d'abord : syndicats, mouvements pédagogiques, associations de défense des droits de l'enfant, parents d'élèves, salles des maîtres et des profs etc. Celles que nous attendons aussi d'une gauche sommée de se restructurer politiquement sur la question de l'école pour faire face à ce projet de **destruction massive** d'une école pour tous les enfants.

[Recevez Politis chez vous chaque semaine !](#)